

SORTIR DE LA FRAGILITÉ : UN DÉFI POUR LES ÉTATS D'AFRIQUE

« *Le devenir est une lutte* »
(Héraclite)

**Germain KAMBALE
MAKWERA, S.J.**
Redacteur en Chef
adjoint de *Congo-
Afrique*, Professeur
à l'Université
de Lubumbashi.
germainkambale@
gmail.com

Que reste-t-il encore des espoirs de libération, de démocratie ou de développement, plus de 60 ans après l'accession à l'indépendance de nombreux États d'Afrique ? L'actualité nous offre des images affreuses de pays en guerre ouverte ou larvée (Éthiopie, Érythrée, Somalie, RD Congo, etc.) ; des tendances socio-économiques y sont devenues calamiteuses, en dépit de leurs énormes ressources naturelles et humaines, facteur de puissance ou cause de vulnérabilité dans les États fragiles¹ d'Afrique.

Ces États ont en commun des institutions ne servant pas l'intérêt général, une gouvernance déficiente/dysfonctionnelle, de graves difficultés à poursuivre des objectifs d'intérêt commun au niveau national, une gestion qui échappe au contrôle des institutions formelles, créant pour le coup l'impunité. Le bien commun y est subtilement privatisé par ceux qui sont censés garantir sa protection et promouvoir l'intérêt général, absorbé dans l'émergence individuelle. Le risque d'instabilité tant politique qu'économique y est toujours permanent.

Ces mêmes États diffèrent, entre eux, par d'autres aspects importants : l'histoire, les caractéristiques, les menaces et les manifestations de fragilité. L'expérience de chaque État est unique. Mais l'on peut envisager l'acquisition de résilience comme une transition d'un état de gouvernance vers une

1 La notion d'État fragile est apparue en 2005 pour définir un Etat qui ne peut plus assurer la sécurité de son peuple et qui n'a plus aucun contrôle sur son territoire et ses frontières. C'est un Etat incapable de reproduire durablement les conditions de sa propre existence : Jean-Marc CHATAIGNER et Hervé MAGRO (Dir.), *États et sociétés fragiles. Entre conflits, reconstruction et développement*, Paris, Karthala, 2007, p. 540.

situation dans laquelle le pays peut, de façon fiable, fournir des services publics à sa population, dans un contexte de paix et de stabilité politique. Distinguer les spécificités de chaque pays est donc nécessaire pour concevoir les stratégies ou les solutions possibles en s'appuyant sur les ressources des acteurs locaux pour les aider à construire leurs propres modèles de gouvernance. On ne saurait développer un peuple sans son consentement, mieux, sa participation.

En RD Congo, par exemple, les disparités socio-économiques caractérisent le paysage national. À la base de ce paysage, se trouvent, non seulement une gouvernance en faveur de la politique économique de prédation, et du sous-développement qui s'en suit, mais aussi un terrain fertile pour les conflits récurrents, l'insécurité. À ce sujet, Claude Nsal'onanongo, dans cette livraison, insiste à juste titre sur le caractère « statocide » des groupes armés violents opérant dans la partie orientale de la RD Congo, et qui déstructurent l'État dans ses fondements, dans ses institutions et dans son fonctionnement, depuis plus de deux décennies.

Ces conflits armés à répétition génèrent paradoxalement des économies de guerre au profit d'un petit nombre d'acteurs : dirigeants politiques, militaires, chefs de factions, commerçants. Ces acteurs ont intérêt à ce que les situations d'antagonisme se perpétuent, tandis que les populations sont, soit jetées sur les rues de l'exil, soit abandonnées dans une misère indescriptible. Dans un tel contexte, toute continuation de guerre repose uniquement sur les profits qu'en tirent directement ou indirectement les différents acteurs pour qui la fragilité est une aubaine, une passerelle pour l'enrichissement facile. C'est malheureusement aussi ce que sont devenus les partis politiques, en RD Congo, qui éclatent à cause de la vénalité de leurs membres et développent ensuite des stratégies pour prolonger le plaisir (Jean-Pierre Lotoy). Le *statu quo* est préféré à toute autre alternative. Il profite aux entreprises mafieuses, aux opportunistes, qui ne se font pas prier pour diffuser des « maux publics mondiaux »² (vente d'armes, achat de matières précieuses) : cynisme des entreprises ou d'un « capitalisme de connivence » faisant bon ménage avec des élites congolaises, hélas ! D'où, la difficulté réelle de bien négocier les contrats, qui aurait pu devenir un tremplin pour le développement, en faveur du peuple.

Comment réagir à cette complexité et diversité de la fragilité à laquelle les pays africains, particulièrement la RD Congo, font face ?

Les contributions de ce numéro s'invitent au débat. Le lecteur y découvre quelques paramètres susceptibles de renforcer la résilience, notamment : la promotion d'une gouvernance responsable, la sécurisation du peuple grâce à une armée républicaine non infiltrée par les ennemis de la patrie et jouissant d'un seul commandement, la restauration de l'unité territoriale, et

2 Jean-Marc CHATAIGNER et Hervé MAGRO (Dir.), *États et sociétés fragiles. Entre conflits, reconstruction et développement*, Paris, Karthala, 2007, 4^e de couverture.

l'amélioration du climat des affaires. Ces facteurs réunis rendent possible la réalisation de deux projets élaborés successivement par Claude Joachim Tiker Tiker et Gilles Mpembele, afin de surmonter la fragilité.

Dans son étude, Tiker Tiker soutient que l'agriculture est le secteur qui offre la possibilité la plus immédiate d'accroître notre production économique, dans nos pays où les populations rurales demeurent majoritaires. Pour cela, l'accès des populations aux services financiers de base est indispensable. De son côté, Mpembele défend l'option selon laquelle les Églises, en RD Congo, pourraient jouer un rôle supplétif pour pallier les carences de l'État. L'auteur se réfère aux exploits que les Églises ont réalisés depuis l'indépendance.

Plus de 60 ans après, la RD Congo est déstabilisée dans ses fondements. Regorgeant de minerais stratégiques pour l'essor de la technologie, elle est certainement sous une bonne surveillance, dans le système mondial actuel aux appétits insatiables. La bataille sur les ressources s'annonce inévitable et longue. Fort malheureusement, les structures formelles se sont discréditées depuis quelques décennies. Dès lors, est-il raisonnable de rêver d'un Congo « plus beau qu'avant » en ce temps de crise profonde ?

Pour sortir de nos oripeaux, une bonne gouvernance, à elle toute seule, ne suffit pas. Il faudrait inventer des formes nouvelles d'engagement politique et social. Peut-être, la lutte pour la liberté et la sauvegarde de l'intérêt général devrait-elle quitter les sphères traditionnelles des partis politiques pour s'engager dans la rue, à travers de nouveaux acteurs moins célèbres mais de qualité ; des acteurs qui jouissent d'une passion inaltérable pour le bien-être de la population. L'indispensable contribution des Églises devrait être prise en compte. Ce serait une façon de surmonter les insuffisances de l'État en s'appuyant sur les valeurs essentielles et sur l'éthique.

Peut-être, est-il aussi temps d'encourager le renfort qu'apporterait le secteur privé aux insuffisances de l'État. Ce secteur serait abordé, non plus comme un des facteurs éventuels des défaillances de l'État, mais comme un moteur de son redressement, capable de fournir des services d'intérêt public (eau, électricité, santé, éducation, etc.).

Quels que soient les moyens envisagés pour renforcer la résilience, seule la qualité des hommes et des femmes qui composent un État peut permettre d'en faire un atout important. Sinon, c'est le contraire qui advient (Jean-Pierre Lotoy). ■